



« Infrastructure pour la construction de la nation : Les raisons pour lesquelles le projet du cours inférieur du Churchill est important. »

Allocution de l'honorable Jim Prentice, C.P., C.R.  
Premier vice-président à la direction et vice-président, Banque CIBC  
Saint-Jean (Terre-Neuve-et-Labrador)  
Le vendredi 27 avril 2012

#### Priorité au discours prononcé

Certains d'entre vous me connaissent peut-être de la période de ma vie publique. J'ai beaucoup de merveilleux souvenirs, dont plusieurs que je partage avec les gens et les lieux de cette grande province.

Il y a près d'une dizaine d'années, je suis arrivé ici à Saint-Jean de Terre-Neuve durant ma campagne pour la direction de ce qui était alors le Parti progressiste-conservateur. Ma campagne achoppait à l'époque à quelques petits obstacles; par exemple, personne ne savait qui j'étais.

J'étais un parfait inconnu de l'Alberta. Je n'avais pas donc de trop gros espoirs. Il s'est trouvé cependant que nulle part dans notre pays n'ai-je été reçu avec autant d'enthousiasme et de générosité comme je le fus ici à Terre-Neuve.

Malheureusement pour moi, mes adversaires étaient deux enfants préférés de l'Atlantique : Peter MacKay et Scott Brison. À la fin de la campagne, je répétais donc « Il n'y a aucun endroit au Canada où j'ai été aussi chaleureusement accueilli et obtenu moins de votes qu'à Terre-Neuve-et Labrador ».

Je ne suis certainement pas le premier à faire remarquer les très cordiales relations qui existent entre les habitants de nos deux provinces. Nous avons en commun un esprit d'indépendance, une sensibilité non conformiste et aussi la passion pour le grand air, l'aventure et une grande capacité pour le travail.

Notre lien le plus tangible est, bien entendu, à caractère économique : les milliers de fils et de filles de cette province qui se sont rendus dans l'Ouest pour travailler et réussir dans le secteur de l'énergie en Alberta. La ville de Fort McMurray, en particulier, capitale des sables bitumineux, a été à jamais transformée et rehaussée par sa communauté de Terre-Neuviens-et-Labradoriens – et par les nombreuses traditions qu'ils ont amenées avec eux, notamment le « party de cuisine ».

Avant de passer à mon discours officiel, je voudrais faire une autre remarque : en tant qu'ancien ministre de l'Environnement et Canadien de l'Ouest qui apprécie et aime nos parcs montagneux, qui les admire avec fierté et respect, je peux déclarer

sans hésitation qu'il n'y a pas d'endroit au Canada plus beau et majestueux que le parc national des Monts Torngat au Labrador.

Je voudrais reconnaître en public la générosité et le leadership des gens de Terre-Neuve-et-Labrador qui ont dédié au Canada – et à notre système de parcs nationaux – les parcs nationaux des Monts Torngat et Meeley.

En sus de l'expansion du parc de Nahanni, la consécration de ces deux parcs nationaux représente le plus grand accomplissement de la planète en matière de conservation de la dernière génération. Je ne crois pas que qui que ce soit n'ait jamais reconnu et attribué le mérite de cette réalisation aux gens de cette province, et je le fais donc, à ma manière, aujourd'hui. Vos concitoyens et concitoyennes vous remercient.

Mesdames et messieurs, j'ai parlé dans toutes les régions du pays des transformations structurelles qui ont lieu dans notre économie et de l'importance des mégaprojets énergétiques planifiés et en cours de construction d'un océan à l'autre.

Ces projets sont plus que de simples initiatives d'envergure locale ou régionale – pris ensemble, ils représentent une nouvelle vague de construction de la nation qui créera des emplois, dynamisera le développement économique et garantira la prospérité aujourd'hui, demain et pour des générations de Canadiens à venir.

Nous ne devons jamais oublier que notre pays est vaste et qu'il a été construit à partir de rêves d'une ambition démesurée, d'une échelle et d'une envergure colossales.

Ces rêves ont pris la forme de projets comme la Voie maritime du Saint-Laurent, le gazoduc TransCanada, la Baie-James, Hibernia, les Chutes Churchill, l'autoroute transcanadienne et, bien entendu, le premier et peut-être le plus impressionnant de tous – la construction du chemin de fer du Canadian Pacifique, un ruban d'acier qui a été posé en défiance des éléments et malgré tous les obstacles à travers 4 000 kilomètres de montagnes, de prairies et de régions reculées quasiment impénétrables.

Chacune de ces entreprises était transformationnelle en son propre genre et chacune d'entre elles a laissé sa marque sur le développement, le progrès et la prospérité du Canada. Chacune d'entre elles a été en son temps un exemple d'objectif partagé, de but collectif, d'engagement à la construction de la nation et à la prospérité future du pays que nous aimons.

Ces projets avaient plusieurs éléments en commun. Leur construction a duré des années, ils ont créé un nombre considérable d'emplois et ils ont eu des effets secondaires bénéfiques. Ils ont été financés avec de l'argent aussi bien du secteur public que du secteur privé, et au fil des ans, et ils ont dynamisé l'économie de régions entières. Et chacun d'entre eux a fait l'objet, à son époque, d'un examen minutieux et provoqué des débats publics, comme cela arrive à des projets qui peuvent transformer le destin d'une nation.

Le plus important de tout cela, c'est qu'ils nous ont appris que l'amélioration de notre bien-être collectif est possible si nous sommes ambitieux et rêvons grand.

Cette période de construction de la nation n'est pas terminée.

En réponse à la demande intérieure et de l'étranger, vous ne trouverez aucun autre pays du Groupe des Huit – en fait aucun autre pays du monde – qui entreprend des projets d'infrastructure au rythme et sur une échelle comparables au Canada. Ces investissements sont considérables, quelle que soit la manière dont on les perçoit. Des investissements de près de 290 milliards de dollars – oui, je dis bien « milliards » – sur 20 ans et la liste des projets en cours d'élaboration est impressionnante :

- les projets hydroélectriques associés au Plan Nord au Québec,
- le projet hydroélectrique de Mattagami en Ontario,
- le projet de Connawappa au Manitoba,
- le projet hydroélectrique du Site C en Colombie-Britannique,
- en Alberta, l'augmentation de la production des sables bitumineux de 1,5 million de barils par jour à un niveau durable de 3,5 millions de barils par jour,
- les terminaux de gaz naturel liquéfié sur la côte ouest,
- le projet de valorisation de pétrole lourd de NorthWest Upgrader à Edmonton,
- la construction du gazoduc Northern Gateway à la côte ouest.
- et bien entendu, le projet du cours inférieur du fleuve Churchill, et j'en parlerai dans un moment.

Pris ensemble, ces projets d'infrastructure planifiés aideront à alimenter la prochaine étape du développement économique du Canada. Ils représentent un moteur de croissance économique d'une importance fondamentale pour notre pays dans l'ensemble. Selon la division économique de la Banque CIBC, ils créeront plus d'un million d'emplois au cours des 20 prochaines années.

Cette liste des possibilités dans l'infrastructure est souvent considérée comme une liste des possibilités d'investissement régionales et provinciales. Je tiens cependant à souligner aujourd'hui que cette liste représente une occasion nationale d'exploiter nos ressources, de créer des emplois, de renforcer notre secteur manufacturier.

Cela ne concerne pas uniquement la Colombie-Britannique. Ou l'Alberta. Ou même Terre-Neuve-et-Labrador.

C'est une question qui concerne le Canada en entier – et c'est une question au potentiel considérable.

Il n'y a pas longtemps, je me trouvais à Vancouver et j'y ai parlé de l'importance de la construction de plusieurs couloirs pour le transport de notre pétrole brut et de notre gaz naturel au Pacifique et aux terminaux qui s'y trouvent. C'est d'une telle importance, en fait, que je crois que l'accès à la côte pacifique est dans l'intérêt national du Canada.

L'accès à la côte ouest pour nos produits énergétiques est un élément d'une importance cruciale dans le développement de notre capacité à devenir un fournisseur stratégique d'énergie à l'Asie-Pacifique en général et à la Chine en particulier.

Le déplacement de la Chine de la périphérie vers le centre de l'économie mondiale marque le début de ce qui, je crois, sera connu désormais comme le « siècle asiatique ».

Ici, sur la côte est du Canada, il y a aussi un énorme potentiel lié au pétrole. Les richesses de l'Atlantique Nord commencent à peine d'être exploitées.

Collectivement, il nous faut nous consacrer plus énergiquement aux possibilités dans l'Atlantique où Hibernia a laissé sa marque sur l'histoire des ressources naturelles du Canada – et où les champs pétrolifères Hebron laissent espérer de bons emplois et une plus grande prospérité pour les habitants de cette province.

Il y a encore davantage de ressources qui pourraient être exploitées dans les formations rocheuses de la fosse du Labrador – une région qui pourrait faire du Canada un important producteur de minerai de fer, maintenant que la croissance en Asie fait augmenter la demande d'acier.

Bien entendu, en matière d'énergie et d'investissement, c'est au cours inférieur du Churchill que l'on accorde pour le moment une importance prépondérante.

Le développement du projet hydroélectrique du cours inférieur du fleuve Churchill libérerait les 35 % qui restent de la capacité de production d'électricité du fleuve Churchill.

La première phase, Muskrat Falls, produirait 824 mégawatts d'énergie propre et renouvelable. La deuxième, l'île aux Mouettes, produirait encore plus : 2 250 mégawatts.

La taille et l'envergure ce projet méritent qu'on y réfléchisse. Le projet de Muskrat Falls représente à lui seul des dépenses en capital estimées à 6,2 milliards de dollars.

Laissez-moi relativiser cet investissement. Hibernia a coûté 5,8 milliards de dollars et le projet de pipeline Northern Gateway coûtera 5,5 milliards. Bref, nous parlons d'un des plus grands projets d'infrastructure jamais entrepris au Canada.

Le projet en entier créera des emplois équivalant à 16 000 années-personnes ici à Terre-Neuve-et-Labrador durant sa construction – et encore plus dans toutes les régions du Canada.

Il mettrait aussi en place un lien d'une importance cruciale dans le réseau de transmission d'électricité du Canada.

Bon nombre des difficultés que présente le projet du cours inférieur du Churchill ont déjà été surmontées. Contrairement à la Colombie-Britannique, où les revendications territoriales des Premières Nations rendent la question d'examen environnemental encore plus complexe, une entente a déjà été conclue avec la Première Nation des Inuits – ce qui ouvre la voie au développement du projet. On doit en attribuer le mérite au gouvernement provincial et aux chefs des Premières Nations.

On est en train de se pencher sur les difficultés qui restent. Certains ont remis en question la nécessité à long terme de ce projet. Certains ont évoqué les effets sur l'environnement.

Ces questions seront résolues au moment de prendre une décision au sujet de la troisième phase.

La province est en train de mettre la dernière main à la question de la garantie des prêts par le gouvernement fédéral qui permettrait d'économiser des millions de dollars par année du coût de financement.

Personne ne doit ignorer que ce fut une promesse de proportions historiques faite par le premier ministre Harper à la première ministre et aux habitants de Terre-Neuve-et-Labrador.

Il y a aussi la décision définitive par Nalcor à savoir si les conditions requises ont été satisfaites pour que l'on puisse entreprendre la construction du projet.

Et, bien entendu, il y a cette petite question du rapport publié récemment par la Régie des services publics, et ses retombées, et ce qui adviendra par la suite.

En automne dernier, j'ai prononcé une allocution à Halifax dans laquelle j'ai parlé en grand détail du projet du cours inférieur du Churchill. À l'époque, le projet avait déjà suivi une longue trajectoire tortueuse. Il y a eu depuis lors d'autres développements sur la voie qui mène à sa construction éventuelle.

Où en sommes-nous à l'heure actuelle? Le rapport de la régie était attendu depuis longtemps non seulement par le gouvernement, mais dans toute la province. De nombreuses personnes s'attendaient à ce qu'il porte un important jugement sur le projet et fournisse des éclaircissements aux habitants de Terre-Neuve-et-Labrador. En réalité, le rapport n'a fait que brouiller les pistes.

La régie ne s'est certainement pas prononcée en faveur du projet. Elle ne s'y est pas non plus opposée d'emblée. La régie s'est plutôt contentée de déclarer qu'elle ne disposait pas de suffisamment de renseignements pour arriver à une conclusion et rendre son jugement.

Le rapport a donné lieu à un débat franc et très libre parmi les citoyens de Terre-Neuve-et-Labrador. La première ministre, son prédécesseur, les leaders de l'opposition et d'autres personnes bien en vue se sont fait entendre. Je suis porté à être d'accord avec l'ancien premier ministre Danny Williams qui a déclaré que le rapport était « déconcertant », mais je me limiterai aujourd'hui à faire part de mon opinion sur ce qui devrait arriver ensuite.

Je crois tout d'abord que la première ministre Dunderdale a adopté une conduite sage et tout à fait raisonnable. J'ai de la difficulté à voir à quoi d'autre les gens pourraient s'attendre d'elle. Tout en manifestant son adhésion au projet, la première ministre s'est engagée à :

- présenter les études détaillées qui ont déjà été exécutées;
- ramener les experts canadiens de Manitoba Hydro International pour qu'ils fournissent une opinion à jour fondée sur les renseignements les plus récents;
- faire preuve de rigueur à la troisième phase lorsque qu'une décision d'une importance cruciale sera prise relativement à l'approbation du projet;
- et présenter la question à la législature à une nouvelle reprise, y compris organiser un débat parmi les représentants élus de cette province.

Ce sont toutes d'importantes étapes – et le débat n'en est pas le moindre. Les députés à la Chambre d'assemblée auront l'occasion de donner leur opinion. Ils

recevront les avis de leurs électeurs. Ils les entendront directement, et on soupçonne que cela se fera par la radio à prépondérance verbale. Et ils décideront ensuite.

L'histoire sera le juge des actions de nos politiciens fédéraux et provinciaux lorsque viendra le moment de prendre la difficile décision de procéder avec les investissements dans le projet du cours inférieur du Churchill. De mon poste d'observation, je me mettrai allègrement du côté de la première ministre et de la décision qu'elle prendra.

Voilà comment il faudrait – comment on doit – procéder avec des projets ambitieux qui auront des effets à long terme sur l'économie provinciale. La décision définitive appartient à ceux que nous élisons.

Lorsqu'il est question de mégaprojets énergétiques, la plus grande difficulté que doivent surmonter les élus ici et dans le reste de notre pays, c'est de voir au-delà d'aujourd'hui – et d'essayer de leur mieux de prédire les perspectives mondiales pour l'énergie dans cinq, 10 ou même 25 ans. C'est un exercice difficile et imprécisable, un art bien plus qu'une science, mais qui est absolument essentiel lorsqu'on envisage un investissement majeur dans la production d'énergie.

Le danger, c'est de supposer que les choses resteront à jamais comme elles le sont actuellement. Envisagez quelques aspects de la dynamique en jeu. À l'heure actuelle, les prix du gaz naturel sont bas, mais est-ce qu'ils le seront encore dans une dizaine d'années? Comment évolueront les marchés canadiens et américains de l'électricité?

Lorsque le projet du cours inférieur du Churchill sera terminé, son investissement ne sera pas jugé pendant sa construction, mais plutôt pendant toute son existence. Il sera jugé sur des décennies, à travers les temps qui changent et face à la transformation de la demande. Il faut faire preuve d'un peu de prévision – de vision.

Il convient de noter que chaque expert qui a examiné le projet du cours inférieur du Churchill a conclu tout d'abord que Terre-Neuve-et-Labrador aura besoin de l'électricité et, deuxièmement, que c'est, à long terme, la solution qui coûtera le moins.

Il y a ceux qui donnent à entendre qu'un investissement de cette importance ne vaut pas le risque financier par ces temps d'incertitude financière. Mon message à ces gens, c'est qu'il n'y a pas de garanties, bien entendu, mais que les avantages à long terme de cet investissement vaudront bien le risque financier actuel.

Hibernia, la centrale sur le cours supérieur du fleuve Churchill, la Baie-James, les sables bitumineux : aucun de ces projets n'était considéré comme gagné d'avance. Chacun de ces importants investissements dans l'infrastructure a été effectué parce que des gens intelligents ont eu la vision de tourner leurs regards vers l'avenir – et la prévoyance d'envisager le monde tel qu'il serait. Chacun de ces projets a soulevé beaucoup de controverses, chacun d'entre eux a eu ses adversaires, et chacun d'entre eux a, au bout du compte, rapporté de la valeur et contribué à la croissance économique.

Lorsque j'étais actif en politique, j'ai eu le privilège de servir comme ministre de l'Industrie et aussi comme ministre de l'Environnement.

Cette expérience m'a laissé une affinité pour le genre de développement qui engendre une grande prospérité de longue durée et durable également du point de vue de l'environnement.

À mon avis, l'aménagement du cours inférieur du Churchill, c'est tout ça et encore plus. C'est un projet transformationnel pour le Canada Atlantique qui mènera cette région à un nouveau niveau de développement industriel.

Il aidera aussi à rapprocher notre pays de son but de devenir une superpuissance en matière d'énergie propre – objectif enviable pour des raisons d'ordre aussi bien environnemental qu'économique.

À l'heure actuelle, 59 % de notre électricité provient de centrales hydroélectriques. L'aménagement du cours inférieur du Churchill nous rapprocherait davantage et plus vite de l'objectif de devenir le producteur de l'électricité la plus propre du monde.

Il marquerait un jalon important dans les efforts du Canada de se libérer de la production d'électricité alimentée au charbon ou au pétrole – et de produire de l'énergie propre à l'exportation.

Lorsque le projet de Muskrat Falls sera achevé, le système électrique de Terre-Neuve-et-Labrador sera à 98 pour cent sans émission de carbone – fournissant suffisamment d'électricité pour suffire aux besoins de cette province avec une capacité excédentaire qui pourrait être vendue en Nouvelle-Écosse et dans d'autres régions.

Lorsque la deuxième phase – l'île aux Mouettes – sera terminée, la quantité d'électricité disponible à l'exportation augmentera de manière spectaculaire. Elle correspondrait à enlever 3,2 millions d'automobiles de la circulation.

Où donc se vendrait cette électricité? Lorsque nous tournons nos regards vers le sud, nous voyons une région des États-Unis – la Nouvelle-Angleterre – où 55 % de l'électricité provient de combustibles fossiles et seulement 13 % de l'énergie hydroélectrique et renouvelable. Son réseau de transmission d'électricité a aussi grandement besoin de modernisation. Voici donc l'occasion pour le Canada et les États-Unis de collaborer pour faire en sorte que nous réalisons le plein potentiel de croissance du marché américain pour de l'énergie hydroélectrique propre du Canada.

Le premier ministre s'est récemment adressé à un important auditoire à Washington. En réponse à une question au sujet des exportations d'hydroélectricité aux États-Unis, il a eu ceci à dire : « Nous disposons ici d'une énorme capacité de croissance. Il y a certes des obstacles réglementaires des deux côtés de la frontière... et il serait bien plus judicieux pour les États-Unis de trouver des moyens d'acheter davantage d'hydroélectricité du Canada. »

Tournons-nous vers l'ouest – vers l'Ontario, une province qui s'efforce énergiquement de se libérer du charbon, une province qui aura besoin de nouvelles sources d'électricité pendant que sa population continue de croître.

Pour ces raisons – aussi bien intérieures qu'internationales – c'est maintenant le moment pour l'Ontario, le Québec et Terre-Neuve de se concerter et d'élaborer un projet à long terme pour fournir de l'énergie propre, renouvelable et à des prix abordables aux marchés où la demande est élevée.

Je ne suis ni québécois ni terre-neuvien. Cependant, j'ai lu suffisamment et j'ai été politicien fédéral pendant assez longtemps pour comprendre l'histoire des susceptibilités mutuelles au sujet des projets des cours supérieur et inférieur du fleuve Churchill.

Nous sommes aux prises avec un scénario régional capable de changer la donne en matière d'énergie pour le 21<sup>e</sup> siècle – un projet qui pourrait rassembler trois provinces à la recherche de la prospérité économique et des progrès au chapitre environnemental. Ce n'est pas le moment de mettre son intérêt personnel en avant.

Outre les avantages économiques, un marché de l'électricité d'envergure régionale et sans restrictions contribuerait grandement aux efforts de réduction des émissions de carbone et promouvrait les objectifs fédéraux et provinciaux. Dans un tel scénario, tout le monde en sortirait gagnant.

Étant en mesure de transmettre de l'hydroélectricité de Terre-Neuve-et-Labrador, en fait du Québec, dans les marchés élargis du Canada et des États-Unis, nous arriverions à réaliser le plein potentiel de l'hydroélectricité canadienne.

La construction d'une province ou d'une nation n'est jamais une tâche aisée.

Elle exige de l'engagement et du courage. Elle exige de la persévérance et de l'ingénuité en périodes d'épreuves. Elle exige du leadership et de la détermination en périodes de difficultés.

Le Canada se trouve actuellement au seuil d'une nouvelle période de croissance et de développement – une période de prospérité qui pourrait durer pendant que nous exploitons nos ressources, diversifions nos marchés, reconstruisons notre assise manufacturière et nous réorientons vers de nouvelles possibilités d'affaires.

Nous ne devons jamais oublier que la construction de notre pays se poursuit constamment. Nous ne devons jamais oublier que ce travail continu de construction du Canada est la tâche qui nous a été confiée.

Merci beaucoup.